

THE ENGINE ROOM

Etude de cas : Identification numérique au Nigéria

<https://www.digitalid.theengineroom.org>

Ce rapport est fondé sur une recherche conduite par The Engine Room, avec le soutien d'Omidyar Network, Open Society Foundations et Yoti Foundation, d'Octobre 2018 à Décembre 2019.

Chercheuse : Precious Ogbuji

Consultante en conception de recherche : Sophia Swithern

Rédaction : Sara Baker, The Engine Room

Révision et correction : Zara Rahman, Sivu Sinisa et Laura Guzman, The Engine Room

Traduction : Global Voices

Mise en page : Salam Shokor

Le texte de ce travail est publié sous licence internationale de Creative Commons Attribution-Partage dans les mêmes conditions 4.0. Pour voir une copie de cette licence, visitez:

<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Introduction

En 2019, The Engine Room a travaillé avec des chercheurs dans le pays pour explorer les systèmes d'identification numérique dans cinq régions. L'objectif de ce projet était de mieux comprendre l'effet réel que les systèmes d'identification numérique ont sur les populations locales qui opèrent en leur sein.

Notre recherche au Nigéria a consisté en six entretiens approfondis avec des informateurs clés à Abuja et sur Internet, ainsi que des entretiens et des discussions de groupe avec un groupe hétérogène de citoyens, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les personnes handicapées, les personnes vivant dans les zones rurales et les zones aisées et les organisations de la société civile. Cette recherche primaire a été menée entre Février et Avril 2019. Toutes les citations des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe proviennent de la phase de recherche sur le terrain au cours de cette période. De plus amples informations sur la méthodologie sont disponibles dans le rapport global¹.

Ce projet vise à comprendre les expériences vécues des individus, et non à refléter des échantillons représentatifs de chaque population. Nous ne pouvons pas nécessairement extrapoler l'expérience d'une personne à la norme - bien qu'il y ait des moments où chaque personne interrogée a vécu un aspect d'un système de la même manière - mais chaque expérience nous donne un aperçu de la façon dont un éventail diversifié de personnes est affecté par l'infrastructure et les protocoles numériques.

Système d'identification numérique

Actuellement, au moins 13 agences fédérales et plusieurs agences d'État offrent des services d'identification au Nigeria. Chaque agence recueille les mêmes informations biométriques auprès des individus, chevauchant les efforts au sein des agences gouvernementales pour un coût fiscal élevé pour le pays. Bien que le gouvernement nigérian visait à intégrer tous ces systèmes dès 2014, les progrès ont été lents. Le déploiement initial de la carte, souvent appelée «ID», a été entaché par un partenariat avec MasterCard, que certains ont critiqué comme une entreprise commerciale ayant apposé sa marque sur les données des citoyens². En Octobre 2019, seulement 19% des Nigériens s'étaient inscrits au système national d'identification numérique destiné à remplacer les systèmes d'identification cloisonnés³.

Pour atteindre plus de personnes, la Commission Nationale de Gestion des Identités (NIMC) du Nigéria a collaboré avec la Banque Mondiale pour développer un modèle d'écosystème conçu pour augmenter la couverture de cette seule identité nationale, en tirant parti des

¹ The Engine Room. (2020). Comprendre les effets vécus de l'identification numérique: un rapport transnational

² Voir, par exemple, La marque Nigéria: la carte d'identité MasterCard est également une carte de débit et un passeport, par Alex Court (25 Septembre 2014), CNN. Disponible ici : <http://edition.cnn.com/2014/09/25/business/branding-nigeria-mastercard-backed-i-d-/index.html>. Voir aussi L'identité biométrique orwellienne du Nigéria vous est présentée par MasterCard, par Siobhan O'Grady (03 Septembre 2014), Politique étrangère. Disponible ici : <https://foreignpolicy.com/2014/09/03/nigerias-orwellian-biometric-id-is-brought-to-you-by-mastercard/>

³ Sanni, K. (20 Octobre 2019). La carte d'identité nationale est gratuite, mais seulement 19% des Nigériens sont enregistrés. Premium Times. <https://allafrica.com/stories/201910210021.html>

secteurs public et privé pour devenir des partenaires d'enregistrement avec la NIMC. Un informateur de la Banque Mondiale a déclaré:

L'idée est que lorsque vous vous enregistrez pour une carte SIM et que vous n'avez pas encore d'identifiant national, lors de ce même processus d'enregistrement, vous serez enregistré pour l'identifiant national. Pareil avec la banque. Même chose par exemple avec tout type de programmes sociaux, même les programmes de santé.

Le gouvernement nigérian vise à utiliser le système d'identification de la NIMC pour fournir une large gamme de services, y compris «le filet de sécurité sociale, l'inclusion financière, les paiements électroniques, les pensions des employés, les services agricoles, les soins de santé, l'éducation, le développement des compétences et l'emploi, l'application des lois, les réformes agraires, les élections et le recensement⁴ ». Les adultes et les enfants recevront la pièce d'identité. Dans les centres d'inscription, le personnel recueille les données démographiques, les photographies et 10 empreintes digitales de chaque personne, avant de distribuer une carte d'identité générale polyvalente à puce à microprocesseur aux personnes âgées de 16 ans et plus⁵, ainsi qu'un numéro d'identification national (NIN).

Expériences vécues

Les entretiens et les groupes de discussion qui ont été menés au Nigéria en Février-Avril 2019 donnent un aperçu des expériences vécues par les individus interagissant avec les systèmes décrits. Vu le peu de recherches existantes sur les expériences des populations avec les systèmes d'identification numérique, ces données qualitatives sont utiles pour comprendre la réalité de certaines personnes. Certaines de ces expériences peuvent contredire les rapports officiels, mais il est essentiel de comprendre que tous les résidents du Nigéria n'ont pas une expérience unifiée. Nous visons à ce que ces apprentissages fassent partie d'une discussion plus large sur les solutions d'identification numérique dans les contextes nationaux.

Faible niveau de sensibilisation du public

Les personnes à qui nous avons parlé au Nigéria ont signalé un manque général de sensibilisation concernant les fonctions de la carte d'identité nationale, pourquoi tant de données sont collectées et comment elles sont stockées. Notre recherche a montré que le taux d'inscription au programme d'identification numérique de la NIMC est faible, car la plupart des gens ne connaissent pas le but de la carte. Souvent, ceux qui se sont inscrits l'ont fait simplement parce qu'ils ne pouvaient pas accéder à un service sans numéro d'identification national (NIN) ou parce qu'ils ont vu des gens faire la queue. Et dans le cas des personnes à faible revenu et en particulier celles des camps des personnes déplacées, elles espéraient recevoir un certain avantage, comme la nourriture ou une indemnité.

En outre, certaines personnes interrogées ont affirmé que le gouvernement souhaitait que les gens s'inscrivent plus rapidement et menaçait de retenir d'autres documents clés pour y arriver. «Nous avons été menacés que sans carte d'identité nationale, nous ne pourrions pas renouveler notre passeport international, c'est pourquoi nous sommes allés nous inscrire», a

⁴ Commission Nationale de Gestion d'Identité. (Juin 2017). Une feuille de route stratégique pour développer l'identification numérique au Nigeria.

⁵ La Banque Mondiale. (2016). ID4D - Diagnostic par pays: Nigéria.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/136541489666581589/pdf/113567-REPL-Nigeria-ID4D-Diagnostics-Web.pdf>

déclaré une personne interrogée. Il nous a été rapporté que ce harcèlement a encouragé certains Nigériens à aller de l'avant et à terminer le processus d'enregistrement.

Peu ou pas de consultation publique

Le plan de développement et de mise en œuvre de l'identification numérique de la Banque Mondiale avec le gouvernement nigérien décrit l'importance de l'implication du public, y compris un plan d'implication des parties prenantes à destination des gouvernements des États, invitant à une «communication régulière avec la population en général» et des «consultations formelles avec les groupes vulnérables⁶». Alors que certaines personnes interrogées ont mentionné avoir entendu parler de la nouvelle pièce d'identité à la télévision et à la radio, la plupart des entrevues et des groupes de discussion n'ont démontré aucune connaissance d'une quelconque consultation publique.

Un groupe de discussion de personnes handicapées avait entendu parler d'une réunion de la Banque Mondiale (et la Banque Mondiale a confirmé avoir consulté des personnes handicapées) mais ne connaissait aucune personne présente. Le chef de ce groupe a déclaré: «Si nos voix étaient entendues et que nous étions assis à la table, peut-être que le contenu et le processus ne seraient pas si défectueux. Il n'y a aucun sentiment d'appartenance ». Sans adhésion, les gens ne ressentent aucune raison de s'inscrire, et même ceux qui s'enregistrent ne voient pas beaucoup de valeur dans l'identification numérique. Ce manque « d'appropriation » est un problème fondamental pour une agence gouvernementale visant à enregistrer environ 200 millions de personnes. En fait, plus de 700.000 personnes qui se sont inscrites n'ont même pas récupéré leur carte⁷. Cette expérience témoigne également de la nécessité de sensibiliser le public aux consultations qui ont eu lieu. Les gens peuvent toujours avoir la possibilité de faire des remarques s'ils voient que leurs besoins ne sont pas pleinement satisfaits, mais ils seront plus confiants dans le système en sachant que les décideurs ont contacté leur communauté, et seront plus susceptibles d'avoir confiance que leurs plaintes seront entendues.

Obstacles à l'enregistrement et à l'utilisation

Au Nigéria, les barrières à l'enregistrement touchent le plus les personnes à faible revenu, les personnes issues des communautés rurales et les personnes handicapées. Tous ceux à qui nous avons parlé ont dit que le processus d'enregistrement était extrêmement long. Alors que les personnes plus riches peuvent se permettre de payer pour que les agents d'enregistrement viennent chez eux, ou bien paient, comme l'ont dit les personnes interrogées, pour «sauter la file d'attente», même si ces pots-de-vin ne sont pas censés être autorisés, les personnes aux ressources limitées se tiennent dans les files d'attente du centre d'enregistrement pendant des heures, voire des jours. Un informateur clé a décrit le processus comme «très, très difficile. C'est long et les centres sont extrêmement occupés. Les gens font la queue pendant plusieurs jours ».

⁶ La Banque Mondiale. (2018). Document d'information sur le projet / fiche de données de sauvegarde intégrée (PID / ISDS) - Identification numérique du Nigéria pour le projet de développement (p. 9). <http://documents.worldbank.org/curated/en/501321536599368311/pdf/Concept-Project-Information-Documents-Integrated-Safeguards-Data-Sheet-Nigeria-Digital-Identification-for-Development-Project-P167183.pdf>

⁷ Sanni, K. (20 Octobre 2019). La carte d'identité nationale est gratuite, mais seulement 19% des Nigériens sont enregistrés. Premium Times. <https://allafrica.com/stories/201910210021.html>

Faire la queue toute la journée dans les centres d'enregistrement est encore plus compliqué pour les personnes qui doivent parcourir de plus longues distances pour atteindre les centres. Le voyage coûte de l'argent et peut signifier un travail manqué. En outre, le processus d'enregistrement entrave la participation des personnes dans les communautés rurales dont la religion dicte des normes de genre conservatrices. Malgré les objectifs du gouvernement en matière d'inclusion financière et de distribution de l'aide, nos recherches montrent que ces cartes d'identité n'ont pas atteint de nombreuses personnes dans les zones rurales ayant besoin d'aide.

De nombreux lieux d'enregistrement ne sont pas accessibles aux personnes handicapées. Un aveugle a déclaré qu'on lui avait remis un formulaire à remplir et qu'il avait dû demander à une autre personne en attente d'inscription de le remplir pour lui. Une femme handicapée a évoqué le fait de devoir faire la queue pour récupérer sa carte, sans place pour s'asseoir. Après plus d'une heure, ses jambes lui faisaient défaut et elle a demandé de l'aide, mais personne n'a répondu en raison du bruit des gens dans la pièce. Elle a dû crier pour attirer l'attention du personnel d'enregistrement. Un autre participant à un groupe de discussion pour les personnes handicapées a rapporté des expériences similaires : « Les personnes [en fauteuil roulant] vous diront « dès la porte d'entrée, nous nous sommes découragés et nous sommes repartis », les sourds vous diront que « certains fonctionnaires vous prendront simplement de haut; ils ne sont tout simplement pas assez patients pour comprendre ». Cette personne a ensuite partagé ce qu'elle ferait s'il était en charge de cette responsabilité :

Nous sommes les plus pauvres des plus pauvres, donc je ne voudrais pas que les gens viennent cinq fois simplement parce qu'ils veulent s'enregistrer. Je vais m'assurer que lorsque je vois une personne handicapée, on s'occupe d'elle en premier, parce que je ne sais pas où elle a obtenu de l'argent pour payer le transport ... Je m'assurerais que chaque fois qu'une personne handicapée se trouve dans les locaux, il ou elle sera appelé(e) et pris(e) en charge afin de ne pas gaspiller des frais de transport en venant tous les jours pour l'enregistrement.

De plus, il existe une confusion autour de la reconnaissance du handicap. Les formulaires d'inscription demandent aux personnes si elles sont handicapées, mais ne leur permettent pas de préciser le type de handicap. La carte elle-même ne contient aucune information sur le handicap, ce qui a suscité des craintes de malentendus au sein des personnes handicapées que nous avons interrogées. Une personne sourde, par exemple, s'est dite préoccupée par le fait que la carte n'informe pas les gens de cet handicap. Il s'est pratiquement fait arrêter à un poste de contrôle militaire, où des soldats le soupçonnaient d'être membre de Boko Haram parce qu'il n'était pas en mesure de répondre à leurs questions. Son identité, qui ne communiquait pas son handicap, était inutile dans ce cas. Ce qui l'a sauvé, c'est l'apparition soudaine de quelqu'un qui l'a reconnu. Il n'est pas clair pourquoi les informations sur le handicap sont collectées et comment elles sont utilisées si elles ne sont pas ensuite affichées sur la carte elle-même ou lors de la numérisation.

Enfin, nous avons parlé à plusieurs personnes qui n'avaient toujours pas reçu leur carte d'identité après plusieurs mois, voire des années d'attente. Une femme qui a été déplacée en raison de l'insurrection de Boko Haram s'est enregistrée en 2016, et n'avait qu'un document papier à présenter ; elle attendait toujours sa carte d'identité plastique. Une autre personne déplacée de force nous a dit que chaque fois qu'elle allait récupérer sa carte, l'ordinateur ne fonctionnait pas correctement ou le moniteur était en panne. Finalement, elle a perdu sa carte SIM, ne laissant au gouvernement aucun moyen de lui faire savoir que sa carte est prête.

Plusieurs mois après la fin de notre phase de recherche sur le terrain, la NIMC a annoncé sur Twitter en Octobre 2019 qu'il y aurait des frais de 3.000 Nairas⁸ par personne pour renouveler la carte d'identité numérique nationale⁹. Cette évolution a suscité colère et frustration, en particulier de la part des personnes qui ont attendu des années et n'ont toujours pas reçu leur carte d'identité¹⁰. Notre recherche montre les nombreuses façons dont ce système a déjà exclu les gens, et ces frais ne feront qu'aggraver ce problème et exacerber les inégalités existantes.

Défaut de consentement éclairé

Les personnes que nous avons interrogées au Nigéria ont déclaré qu'il n'est jamais été question d'un processus de consentement éclairé. Le simple fait de se présenter dans un centre d'enregistrement est considéré comme un consentement. En effet, l'hypothèse largement répandue d'une présence équivalant à un consentement a conduit au moins une personne interrogée à considérer l'explication du consentement éclairé par la chercheuse comme « exigeant un consentement spécial » - la prémisse même du « consentement éclairé » a été considérée par les participants comme extraordinaire et drôle parce que le consentement n'est généralement pas collecté. Cette opinion était si largement partagée que la discussion se poursuivait rarement.

Cette constatation contraste fortement avec les meilleures pratiques en matière de collecte de données. L'obtention d'un consentement éclairé est largement considérée comme une étape nécessaire dans les systèmes d'identification pour que les droits des personnes soient respectés, et cela doit impliquer de demander la permission à la personne qui s'inscrit avant de collecter des données, en particulier des données biométriques. En outre, l'absence de consentement éclairé peut être liée à l'absence de « sentiment d'appropriation » décrit ci-dessus. Lorsque les processus conçus pour les systèmes d'identification numérique ne respectent pas les droits des personnes et ne leur permettent pas de prendre des décisions concernant leurs données, cela nuit à la relation de confiance entre les personnes et l'institution dirigeante, et empêche la propriété partagée.

Protection des données

Le nouveau système d'identification numérique du Nigéria sera utilisé par plusieurs agences gouvernementales, ainsi que par de nombreuses entreprises du secteur privé. Des informateurs clés nous ont dit qu'il existe déjà un taux élevé de partage de données non consentiel, y compris la vente d'ensembles de données entre des organismes gouvernementaux et des institutions financières, des sociétés de télécommunications et des tiers commerçants. Une personne interrogée a déclaré : « Oui, les banques ont accès à mes informations ... et l'autorité des ports du Nigéria a accès à nos informations ».

De nombreux participants aux groupes de discussion pensent que leurs données ne sont pas en sécurité entre les mains du gouvernement et du secteur privé, mais ils les leur remettent quand même par manque de choix. Le taux élevé de cybercriminalité au Nigéria a convaincu beaucoup de gens que les personnes travaillant dans les banques donnent aux voleurs accès

⁸ Au moment de la rédaction (Novembre 2019), ce montant était égal à 7,50 EUR.

⁹ Channels Television. (15 Octobre 2019) Les Nigériens s'enflamment alors que la NIMC impose 3.000 Nairas pour renouvellement de la carte d'identité nationale.

¹⁰ Sahara Reporters. (15 Octobre 2019). Des réactions négatives accueillent l'annonce de la NIMC d'imposer 5.000 Nairas pour le renouvellement de la carte d'identité nationale <http://saharareporters.com/2019/10/15/backlash-greets-nimc-announcement-n5000-national-id-renewal>

à leurs données. Un participant à un groupe de discussion a déclaré: «Je pense que l'on craint que ces informations ne soient partagées, car le problème de la cybercriminalité au Nigéria n'aurait pas pu réussir sans la collaboration du personnel interne».

Pourtant, les membres de la société civile nous ont dit que la protection des données n'est généralement pas considérée comme un problème majeur par le public. En raison du taux de pauvreté élevé dans le pays, le citoyen moyen n'est pas préoccupé par ce que le gouvernement veut faire de ses données. Ils sont plus soucieux de survivre et de subvenir aux besoins de leur famille, et la vie privée est considérée par beaucoup comme une préoccupation de luxe. Comme l'a dit un informateur clé, «[Le gouvernement] recueille [des données] parce que personne ne se plaint de la loi sur la protection.»

Les groupes de discussion avec des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont révélé une combinaison de gratitude pour l'aide et les opportunités disponibles grâce aux identifiants numériques, et des inquiétudes concernant la confidentialité et le but de la collecte de données par le gouvernement et le Programme Alimentaire Mondial. Une femme a dit: «Je ne sais vraiment pas à quoi cela sert. Parfois, j'ai peur que mon nom et mes photos soient utilisés pour des raisons diaboliques, mais je prie toujours Dieu pour la sécurité.» Les prises de photographies répétées (probablement à des fins autres que l'identification numérique) constituaient un grave sujet de préoccupation. Deux autres membres du même groupe de discussion se sont plaints du fait que des gens prenaient leurs photos quotidiennement mais ne respectaient jamais leurs promesses:

Les photos qu'ils prennent sont toujours trop, et ils diront toujours qu'après avoir pris les photos, ils nous apprendront différentes compétences et nous prépareront pour le monde des affaires. Mais en fin de compte ils reprendront tout après avoir pris les photos et ils ne nous apprendront pas les compétences promises.

Ces expériences de collecte de données, en particulier avec des photographies, par des institutions puissantes comme le gouvernement nigérian et le Programme Alimentaire Mondial, semblent avoir accru l'attention individuelle accordée aux données, en particulier parmi les populations particulièrement vulnérables.

Heureusement, l'Agence Nationale Nigériane de Développement des Technologies de l'Information a adopté le Règlement Nigérian sur la Protection des Données¹¹ en Janvier 2019. Comme nous l'avons vu avec la nouvelle législation sur la protection des données dans d'autres parties du monde¹², ce règlement intègre certains éléments du Règlement Général sur la Protection des Données de l'Union Européenne¹³. Dans un pays où les problèmes de sécurité numérique sont importants et où les données sont communément partagées sans consentement¹⁴, le succès dépendra de l'éducation et de l'application de la loi.

Société civile

¹¹ Agence Nationale Nigériane de Développement des Technologies de l'Information (2019). Règlement sur la Protection des Données au Nigéria. <https://nitda.gov.ng/wp-content/uploads/2019/01/NigeriaDataProtectionRegulation.pdf>

¹² Par exemple, notre étude de cas sur la Thaïlande note une législation inspirée du RGPD.

¹³ <https://digitalguardian.com/blog/breaking-down-nigeria-data-protection-regulation>

¹⁴ PUNCH. (22 Septembre 2019). Inquiétudes alors que les entreprises nigérianes se mobilisent pour adopter le Règlement sur la Protection des Données <https://punchng.com/concerns-as-nigerian-firms-move-to-adopt-data-protection-regulation/>

Le manque d'intérêt du public, et donc de pression du public, rend difficile le plaidoyer sur l'identification numérique. La société civile nigériane est assez petite et mal financée, et il est difficile pour les organisations de s'attaquer à de nouveaux problèmes lorsque ceux auxquels ils s'attaquent déjà sont des problèmes majeurs auxquels les gens sont confrontés quotidiennement, comme la pauvreté. Lors d'une discussion de groupe avec des représentants de la société civile, un participant a résumé le problème:

Je pense que nous devrions être plus engagés sur ces questions, mais la réalité est que nous n'en faisons pas partie simplement en raison des capacités et des ressources. Pour moi, il ne s'agit pas seulement de ne pas vouloir être tout pour tous les hommes; nous n'avons tout simplement pas la capacité d'être tout pour tous les hommes.

Ces défis laissent les organisations de droits numériques seules à porter le fardeau de pousser au changement un gouvernement puissant. Paradigm Initiative, une organisation de défense des droits numériques, s'est engagée sur la question de l'identification numérique depuis le partenariat entre Mastercard et le gouvernement. Une personne de la société civile a rapporté:

[Les organisations de la société civile en elles-mêmes sont trop petites pour s'en prendre au gouvernement individuellement, et même si Paradigm Initiative a mené cette bataille, vous n'avez pas vu l'ensemble du secteur des OSC se rallier pour un peu plus d'impact. Vous avez donc une petite organisation avec de minuscules ressources pour combattre ce Goliath. Le mieux que vous puissiez faire est de simplement signaler certains problèmes. Ils peuvent vous enterrer devant les tribunaux - ils ont toutes les ressources - s'ils ne veulent vraiment pas fournir ces informations.

Pourtant, Paradigm Initiative a réussi à sensibiliser aux risques qu'une entreprise étrangère ait accès à la base de données de la NIMC et a depuis fait pression pour l'adoption d'une loi sur les droits et libertés numériques¹⁵, qui n'est toujours pas promulguée¹⁶.

Conclusions et Recommandations

Compte tenu de la surcharge de la société civile au Nigéria, il serait bon de voir des organisations régionales et internationales, des défenseurs et des bailleurs de fonds investir des ressources dans un large éventail d'organisations de la société civile dans le pays. Aider la société civile à comprendre comment l'identification numérique recoupe ses problèmes, et pourquoi elle est importante pour les personnes qu'elle sert, peut faire la différence. Mais ces groupes ont également besoin de la capacité financière et de l'équipe pour intégrer les problèmes d'identification numérique dans leur travail. Ce soutien peut créer un réseau d'activistes et d'organisations s'occupant des questions telles que le consentement et la protection des données avec Paradigm Initiative à l'avant-garde, renforçant ainsi le travail déjà commencé et augmentant la pression sur le gouvernement d'une manière qu'une seule organisation ne peut pas accomplir.

¹⁵ Adegoke, A., & Ilori, T. (3 Août 2019). Archives du projet de loi relatif aux droits et libertés numériques : Le saut et les obstacles. Paradigm <http://paradigmhq.org/tag/digital-rights-and-freedom-bill/>

¹⁶ Ekwealor, V. (27 March 2019). Le président du Nigéria a refusé de promulguer la loi sur les droits numériques du pays, que va-t-il se passer maintenant ? Techpoint.Africa. <https://techpoint.africa/2019/03/27/nigerian-president-declines-digital-rights-bill-assent/>

Les problèmes les plus vitaux que nous avons rencontrés au Nigéria concernent l'accès à l'information. L'objectif du gouvernement nigérian en matière d'inclusion financière ne peut être atteint lorsque de nombreuses communautés qu'il cherche à intégrer sont confrontées à des obstacles à l'enregistrement. Les stratégies de plaidoyer pourraient refléter les besoins d'un large éventail de communautés desservies par la société civile, des personnes vivant dans la pauvreté aux personnes handicapées. S'attaquer aux frais de renouvellement et aux coûts associés à l'enregistrement sera primordial pour le grand nombre de Nigériens disposant de peu de ressources financières. Les centres d'enregistrement accessibles aux personnes handicapées et aux personnes vivant dans les communautés rurales, en particulier les femmes qui, pour des raisons culturelles, peuvent ne pas se sentir à l'aise d'attendre à côté des hommes, sont essentielles pour atteindre les populations les plus marginalisées.

Enfin, le travail de Paradigm Initiative sur le projet de loi sur les droits et libertés numériques est primordial. Tout investissement dans l'amélioration de l'identification numérique devrait donner la priorité à la défense de la protection des données et à la garantie des droits des Nigériens.